

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/LAWFARE-le-nouvel-essai-neoliberal-en-Amerique-du-Sud>

LAWFARE, le nouvel essai néolibéral en Amérique du Sud

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : samedi 6 octobre 2018

Description :

LAWFARE, le nouvel essai néolibéral en Amérique du Sud - Telma Luzzani

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les leaders progressistes latinoaméricains de la dernière décennie subissent aujourd'hui les arguties d'une Justice corporative et au service des aux intérêts de la droite conservatrice.

Au XXI^e siècle, quand le néolibéralisme mondialisé semblait imbattable, au sein des pays d'Amérique du sud un groupe de présidents a démontré qu'avec des politiques adaptées, un monde de bien-être pour tous était possible.

Ils sont arrivés au pouvoir en respectant toutes les règles du jeu démocratique que les puissances d'Occident disent défendre. Les présidentes et les présidents ont été choisis et réélus par des votes massifs, au minimum le double du chiffre qu'affichent les leaders de la Maison Blanche ou les Présidents ou Premiers ministres européens. Ils ont obtenu des résultats extraordinaires : ils ont sorti des millions de Sud-Américains de la pauvreté ; désendetté leurs pays ; ils ont obtenu la reconnaissance de l'Unesco, qui a déclaré la région « sans analphabétisme », et des Nations Unies qui l'a félicité pour être « une zone unique dans le monde sans guerres », et ont atteint, au niveau national des réussites scientifiques et économiques sans précédents, et tout cela sans les crises et les tremblements de terre institutionnels typiques de l'Amérique du Sud. La période des gouvernements progressistes a été la période la plus longue de stabilité de nos républiques depuis leur naissance au XIX^e siècle.

Evidemment pour mettre en oeuvre ces politiques de réussite, ils ont eu à défier l'extraordinaire appareil culturel qui légitimait l'orthodoxie du marché comme l'unique modèle économique possible et l'alignement avec les États-Unis, la désunion de nos pays et l'abandon de la souveraineté dans notre politique extérieure.

Ce fut le deuxième grand laboratoire de l'Amérique du Sud des dernières décennies. *Podemos* en Espagne ; le *Parti travailliste* de Jeremy Corbyn au Royaume-Uni ; *Syriza* en Grèce, et *la France Insoumise* de Jean-Luc Mélenchon ont suivi avec intérêt le processus et l'ont intégré dans leurs politiques. Le premier grand laboratoire fut en 1973 le Chili d'Augusto Pinochet, quand Milton Friedman et ses « *Chicago boys* » ils ont essayé, à feu et à sang, le néolibéralisme. Ensuite ce modèle a été mis en application mondialement, d'abord par Margaret Thatcher à la fin des années 70, et par Ronald Reagan dans les années 80.

EXPÉRIENCE

Dans le cas des propositions progressistes du début du XXI^e siècle, l'expérience n'est pas encore finie. Le défi de ces présidents aux prédateurs du conglomerat mondial de la finance -et de l'industrie de l'armement et le fait qu'ils ont démontré, dans la pratique, la viabilité des projets d'équité et de bien-être font payer au modèle aujourd'hui un prix très élevé. Les représailles de *l'establishment* sont féroces.

Le 11 septembre dernier, devant la décision judiciaire de l'empêcher de se présenter comme candidat à la présidence, l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva a envoyé une lettre sentie au peuple du Brésil dans laquelle il leur demande de voter pour son remplaçant. « À l'avenir, Fernando Haddad sera Lula pour des millions de brésiliens. Jusqu'à la victoire, une accolade du compagnon de toujours ». Bien qu'il n'y ait pas eu de preuves dignes de foi d'un délit, Lula a été condamné à douze ans de prison. Les juges ont fait la sourde oreille même aux recommandation de l'ONU qui demandait qu'il lui soit permis de participer aux élections du 7 octobre parce que deux instances doivent encore se prononcer dans son procès pour savoir s'il est innocent ou non. Plus encore 40 % des brésiliens veulent le choisir le président.

Mais, le désir populaire vaut-il quelque chose ? Est-ce un hasard que tous les présidents progressistes soient poursuivis par la Justice et que les présidents d'héritage néolibéral, ayant des délits de corruption prouvés - Michel Temer (Brésil), Pierre Pablo Kuczynski (Pérou), Enrique Peña Nieto (Mexique) ou Mauricio Macri (Argentine), pour citer quelques exemples - sont libres et dans certains cas continuent de gouverner ? L'ex-présidente argentine Cristina Kirchner et l'équatorien Rafael Correa sont poursuivis par la Justice.

Le président bolivien Evo Morales a été accusé d'avoir un fils et de ne pas le reconnaître, ce qui a diminué ses possibilités de triompher dans un référendum qui proposait sa réélection. Peu de mois après, on a su que ce soit disant fils non reconnu n'existait pas, mais il était déjà trop tard. La même chose est survenue avec Dilma Rousseff, accusée d'une supposée irrégularité administrative, qui a débouché sur un procès politique en 2016. Peu de temps après, le ministère public brésilien a établi qu'« il n'y a pas eu de délit » et a ordonné de classer l'enquête. Il était aussi trop tard, le Congrès du Brésil avait déjà voté sa destitution.

Pour l'anthropologue John Comaroff, de l'Université de Harvard, Lula est un clair exemple de *lawfare* [Guerre Juridique] c'est-à-dire quelqu'un qui est victime de l'abus de la loi à des fins politiques. Il s'agit d'un nouveau terrain d'essai en Amérique du Sud qui pourrait être utilisé ensuite dans d'autres parties du monde. « La violence de la loi a remplacé la violence des armes. Maintenant avec ces processus judiciaires la dignité des personnes est attaquée, elles sont gommées, on veut les faire disparaître », a-t-il affirmé.

ILS NE REVIENNENT PLUS

Comment opère le *lawfare* ? Les médias (y compris les réseaux sociaux) et le Pouvoir judiciaire (en alternance dans certains pays avec le Législatif) en sont sa colonne vertébrale. D'abord un délit supposé « filtre » dans la presse et tous les jours et à toute heure, sont publiés soupçons ou fausses nouvelles qui impliquent « l'ennemi politique ». Ce bombardement médiatique crée une sensation de présomption de faute. Finalement, ces fausses nouvelles sont prises comme base de départ pour réaliser des enquêtes policières et des poursuites en justice. Pendant ce temps, dans l'opinion publique se forge l'idée que le « suspect » est coupable et que la Justice agit avec équité.

Le cas de Lula - la manière dont il a été emmené en prison, les châtiments auxquels il est soumis, (comme l'interdiction de parler) et les conditions d'isolement beaucoup plus dégradantes que celles de tout vulgaire assassin ou un homme condamné pour génocide sous la dictature - a réveillé une certaine conscience dans une grande partie du peuple brésilien qui le veut comme président en 2019, bien que, pour le moment, cela ne soit pas possible.

Cette étape du laboratoire sudaméricain de haute agressivité contre les leaders populaires a deux objectifs : d'un côté, la restauration et l'introduction totale et définitive du modèle néolibéral sauvage, et, de l'autre, la diabolisation et la disqualification des dirigeants et de leurs politiques sociales pour que jamais ils ne reviennent.

Le politologue Ernesto Calvo, de l'Université de Maryland, a décrit dans l'article « *Gaslighting et les FF.AA.* » un autre aspect des nouveaux essais de laboratoire qui sont réalisés en Amérique du Sud et à propos desquels nous devons être très vigilants. Il s'agit du piétinement du système institutionnel et la négation de l'État de droit. Calvo analyse les « transgressions » des règles de la démocratie du président US Donald Trump depuis qu'il a pris le pouvoir.

Mais il alerte aussi sur les changements que Mauricio Macri cherche à travers la loi qui différencie Défense et Sécurité pour les Forces armées argentines. « Pour ceux qui mettent cette nouvelle politique en application, tout cela qui n'a pas été explicitement articulé dans la loi peut être transgressé. Il n'y a pas de limites qui ne peuvent être contournées si le pouvoir veut obtenir un résultat », assure le Calvo. Ainsi on peut déconstruire les principes de

tolérance politique et porter atteinte aux piliers de la démocratie, comme la liberté d'expression, l'indépendance des pouvoirs, l'aspect sacro-saint du vote et du statut constitutionnel du droit de citoyenneté.

Telma Luzzani* pour [Cara y Caretas](#)

[Cara y Caretas](#). Buenos Aires, le 1 octobre 2018

***Telma Luzzani** est journaliste. Durant 20 ans elle a travaillé à Clarín où elle a couvert des faits historiques comme la chute de l'Union soviétique, le passage de Hong Kong à la Chine et la guerre entre le Liban et Israël et , a été chef d'édition de la section internationale. Chroniqueur pour Radio Nationale et elle co-conduit le programme Vision 7 International à la Télévision Publique Argentine. Elle est aussi auteur de plusieurs livres, dont : « *Territorios vigilados : cómo opera la red de bases norteamericanas en Sudamérica* » [Territoires surveillés : comment opère le réseau de bases usaméricaines en Amérique du Sud]. Elle vit à Buenos Aires. [@TLuzzani](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 6 octobre 2018

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.